

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.384/2
44.385/2
DU 7 MAI 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 14 avril 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur

- 1/ une proposition de loi spéciale "modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine, en vue d'introduire une déclaration de régularité fiscale" (Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-186/1) (44.384/2);
- 2/ une proposition de loi "modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'étendre l'application du précompte professionnel" (Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-308/1) (44.385/2),

a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.384/2
44.385/2
VAN 7 MEI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 april 2008 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over

- 1/ een voorstel van bijzondere wet "tot wijziging van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, met het oog op de invoering van een verklaring van fiscale regelmatigheid" (Parl. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-186/1) (44.384/2);
- 2/ een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen, en tot wijziging van het Wetboek van de inkomsten-belastingen 1992 met het oog op de uitbreiding van de toepassing van de bedrijfsvoorheffing" (Parl. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-308/1) (44.385/2),

heeft het volgende advies gegeven :

Comme les demandes d'avis sont introduites sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique des propositions, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les propositions appellent les observations ci-après.

1. En vertu de son article 1^{er}, la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine s'applique aux personnes suivantes :

- "1. ministres, secrétaires d'État et commissaires de gouvernement;
2. membres de la Chambre des représentants et du Sénat;
3. membres du Gouvernement de la Communauté germanophone;
4. membres du Parlement de la Communauté germanophone;
5. membres belges du Parlement européen;
6. (...)
7. (...)
8. (...)
9. membres des conseils d'administration et des comités de direction des intercommunales et des interprovinciales;
10. dirigeants des ministères et des services publics fédéraux, des organismes d'intérêt public auxquels s'applique la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou sur lesquels la Communauté germanophone exerce la tutelle et des institutions publiques de sécurité sociale visées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;
11. fonctionnaires généraux du ministère de la Communauté germanophone;

.../...

12. membres du conseil de régence et du collège des censeurs de la Banque nationale de Belgique, visés par l'article 23 de la loi du 24 août 1934, modifié par la loi du 19 avril 1993, ainsi qu'aux membres du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale, institué par la loi du 27 juin 1961 et aux membres du comité général de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, institué par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994;
13. chefs de cabinet, chefs de cabinet adjoints et chefs des organes de gestion des membres du gouvernement fédéral, y compris les commissaires de gouvernement, et du gouvernement de la Communauté germanophone et au chef de la Cellule stratégique d'un service public fédéral".

En vertu de son article 1^{er}, la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine s'applique aux personnes suivantes :

- "1. membres du Gouvernement flamand, du Gouvernement de la Communauté française, du Gouvernement de la Région wallonne ainsi qu'aux membres et secrétaires d'État du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
2. membres du Parlement flamand, du Parlement wallon, du Parlement de la Communauté française et du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale;
3. fonctionnaires généraux des ministères de communauté et de région et administrateurs généraux des organismes d'intérêt public sur lesquels les communautés ou les régions exercent la tutelle. Pour l'application de la présente loi spéciale, on entend par fonctionnaires généraux, les agents revêtus de l'un des grades des rangs 16 et 17 ou d'un rang équivalent; dans les organismes d'intérêt public sur lesquels les communautés ou les régions exercent la tutelle et dans lesquelles personne n'est revêtu du titre d'administrateur général, la loi s'applique au fonctionnaire dirigeant;
4. membres des conseils d'administration et des comités de direction des intercommunales et des interprovinciales;
5. chefs de cabinet et chefs de cabinet adjoints des cabinets ministériels des gouvernements de région et de communauté, y compris du Gouvernement et des secrétaires d'État de la Région de Bruxelles-Capitale, à l'exception toutefois du Gouvernement de la Communauté germanophone, et y compris les commissaires du gouvernement;
6. gouverneurs de province, gouverneur adjoint de la province du Brabant flamand et gouverneur et vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;
7. membres des députations permanentes;
8. bourgmestres, échevins et présidents des centres publics d'action sociale."

.../...

2.1. Les deux propositions de loi ajoutent à l'article 2 de chacune des lois du 2 mai 1995 un paragraphe 3 qui impose aux personnes qui ont exercé au cours d'une année une fonction ou un mandat visé à l'article 1^{er} de déposer avant le 1^{er} avril de l'année suivante une "déclaration de régularité fiscale". Elles y "confirment" qu'au cours de l'année concernée ainsi qu'au cours de chacune des deux années précédentes, "elles se sont acquittées de l'obligation de remettre à l'administration des contributions directes une déclaration à l'impôt des personnes physiques" ou en étaient légalement dispensées.

Elles y indiquent en outre qu'elles n'ont pas fait l'objet de sanctions administratives définitives visées aux articles 444 et 445 du CIR 92 au cours des mêmes années.

2.2. En vertu de l'article 444 du CIR, en cas d'absence de déclaration (à laquelle il faut assimiler le retard de déclaration) ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte, les impôts dus sur la portion des revenus non déclarés sont majorés d'un accroissement d'impôt fixé d'après la nature et la gravité de l'infraction, selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi et vont de 10 à 200 %. En l'absence de mauvaise foi, il peut être renoncé au minimum de 10 % d'accroissement.

Eu égard à la complexité de la déclaration fiscale et au fait que celle-ci comporte des éléments d'appréciation sur des questions de fait ¹, des contribuables de bonne foi peuvent faire des déclarations appelant des rectifications de la part de l'administration, et il n'est pas toujours possible d'obtenir que celle-ci renonce à l'accroissement de 10 %.

En outre, le mandataire qui se serait vu infliger une sanction administrative, quel qu'en soit le montant et pour quelle que raison que ce soit, ne pourra pas déposer de déclaration de régularité et, en conséquence, verra son nom publié au Moniteur belge.

(1) Par exemple : l'état de besoin d'un enfant est-il suffisant pour justifier le paiement de la rente alimentaire que le contribuable croit pouvoir déduire de ses revenus imposables ?

Eu égard au principe de proportionnalité, la question se pose de savoir s'il ne faudrait pas limiter la déclaration de régularité fiscale aux cas de déclaration inexacte ou d'absence de déclaration ayant entraîné un accroissement de 10 % au moins par application de l'article 444 et s'il faut maintenir la mention de l'article 445 qui prévoit des amendes fixes relatives à des infractions mineures telles qu'un retard de déclaration.

2.3. Quant à la forme, la rédaction du texte appelle les observations suivantes :

- L'expression "l'année citée en premier lieu" n'est guère heureuse. Il est préférable d'écrire :

"Toute personne qui a exercé au cours de l'année précédente une fonction ou un mandat visé à l'article 1^{er} est tenue de déposer, avant le 1^{er} avril, une déclaration de régularité fiscale".

- Il y a lieu ensuite d'indiquer l'objet de cette déclaration : le déclarant certifie (et non "confirme") qu'au cours de cette année et de chacune des deux années précédentes, il s'est acquitté de son obligation de remettre à l'administration des contributions une déclaration à l'impôt des personnes physiques ou en était légalement dispensé et qu'au cours des mêmes années, il n'a fait l'objet d'aucun accroissement définitif de plus de 10 % par application de l'article 444 du CIR 92 (à supposer que la limitation suggérée plus haut soit adoptée). Suivrait la définition du moment auquel l'accroissement est considéré comme définitif.
- Il faudrait préciser que la déclaration est écrite et signée. Exiger qu'elle soit certifiée sur l'honneur exacte et sincère n'ajoute rien.

3. L'article 4 de la proposition de la loi modifiant la loi ordinaire du 2 mai 1995, précitée ², étend le champ d'application du précompte professionnel.

⁽²⁾ Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-308/1.

Dans l'état actuel de la législation, sous réserve du cas exceptionnel visé à l'article 270, 5/ du CIR, le précompte professionnel n'est dû, en règle générale, que sur les rémunérations des travailleurs et des dirigeants d'entreprise et sur les pensions, rentes et allocations en tenant lieu.

Le précompte professionnel n'est pas dû sur les bénéfices des entreprises industrielles visées à l'article 24, ni sur les profits des autres professions lucratives indépendantes visées à l'article 27.

Sont considérés comme de tels profits "les indemnités des membres de la Chambre des représentants, du Sénat, des Parlements de communauté et de région et du Parlement européen, ainsi que les indemnités pour l'exercice de fonctions spéciales au sein de ces assemblées (...); les indemnités des membres des conseils provinciaux" (article 27, 5/ et 6/).

Dans l'état actuel de la législation, les autres personnes visées à l'article 1^{er} de la loi ordinaire du 2 mai 1995 sont déjà soumises à la retenue du précompte professionnel sur leurs rémunérations.

Le texte du 7/ en projet de l'article 270 du CIR doit dès lors être limité aux profits qui ne sont pas soumis, dans l'état actuel de la législation, au précompte professionnel.

Il n'y a pas lieu d'étendre l'application du précompte professionnel aux indemnités des membres du Parlement européen car ceux-ci ne sont pas soumis à l'impôt des personnes physiques mais à un impôt européen.

4. L'article 6 de la même proposition de loi tend à ajouter à l'article 272 du CIR l'alinéa suivant :

"Nonobstant toute convention contraire, les redevables désignés à l'article 270, 7/, doivent retenir sur les revenus imposables le précompte y afférent".

Cette disposition paraît reposer sur une confusion entre l'obligation du débiteur du précompte de payer celui-ci à l'État et l'obligation de retenir le précompte sur les revenus imposables. En matière de rémunérations des travailleurs, l'employeur peut parfaitement convenir avec le travailleur d'une rémunération nette de précompte et prendre le précompte professionnel à sa charge. Cette manière de procéder ne modifie pas la base de calcul du précompte professionnel.

Il n'y a pas de raison de soumettre à un régime différent les profits auxquels la proposition de loi propose d'étendre le précompte professionnel.

Aangezien de adviesaanvragen ingediend zijn op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de voorstellen, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de voorstellen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Krachtens artikel 1 van de wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen is die wet van toepassing op :

- "1. de ministers, staatssecretarissen en regeringscommissarissen;
2. de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat;
3. de leden van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;
4. de leden van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap;
5. de Belgische leden van het Europees Parlement;
6. (...);
7. (...);
8. (...);
9. de leden van de raden van bestuur en de directiecomités van de intercommunale en interprovinciale verenigingen;
10. de leidinggevendenden van de ministeries, de federale overheidsdiensten, de instellingen van openbaar nut waarop de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut van toepassing is of waarover de Duitstalige Gemeenschap het toezicht uitoefent en de openbare instellingen van sociale zekerheid bedoeld in artikel 3, §§ 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

.../...

11. de ambtenaren-generaal van het ministerie van de Duitstalige Gemeenschap;
12. de leden van de regentenraad en van het college van censoren van de Nationale Bank van België bedoeld in artikel 23 van de wet van 24 augustus 1934, gewijzigd bij de wet van 19 april 1993, alsmede de leden van het beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid ingesteld bij de wet van 27 juni 1961, en de leden van het Algemeen comité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ingesteld door de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994;
13. de kabinetschefs, de adjunct-kabinetschefs en de hoofden van de beleidsorganen van de leden van de federale regering, met inbegrip van de regeringscommissarissen, en van de regering van de Duitstalige Gemeenschap en het hoofd van de Cel Beleidsvoorbereiding van een federale overheidsdienst".

Krachtens artikel 1 van de bijzondere wet van 2 mei 1995 betreffende de verplichting om een lijst van mandaten, ambten en beroepen, alsmede een vermogensaangifte in te dienen is die wet van toepassing op :

- "1. de leden van de Vlaamse Regering, van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Regering van het Waalse Gewest alsmede de leden en staatssecretarissen van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest;
2. de leden van het Vlaams Parlement, van het Waals Parlement, van het Parlement van de Franse Gemeenschap en van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement;
3. de ambtenaren-generaal van de gemeenschaps- en gewestministeries en de administrateurs-generaal van de instellingen van openbaar nut waarover de gemeenschappen of de gewesten voogdij uitoefenen. Voor de toepassing van deze bijzondere wet wordt onder ambtenaren-generaal verstaan de ambtenaren bekleed met een van de graden van de rangen 16 en 17 of een daarmee gelijkwaardige rang; in de instellingen waarover de gemeenschappen of de gewesten het toezicht uitoefenen en waarin geen enkele persoon de titel van administrateur-generaal voert, is de wet van toepassing op de leidend ambtenaar;
4. de leden van de raden van bestuur en de directiecomités van de intercommunale en interprovinciale verenigingen;
5. de kabinetschefs en adjunct-kabinetcheffs van de ministeriële kabinetten van de gewest- en gemeenschapsregeringen, met inbegrip van de Regering en de staatssecretarissen van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest

.../...

- inbegrepen, met uitzondering evenwel van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, en met inbegrip van de regeringscommissarissen;
6. de provinciegouverneurs, de adjunct van de gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, en de gouverneur en vice-gouverneur van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;
 7. de leden van de bestendige deputaties;
 8. de burgemeesters, de schepenen en de voorzitters van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn."

2.1. Bij beide wetsvoorstellen wordt in artikel 2 van elk van beide wetten van 2 mei 1995 een paragraaf 3 ingevoegd waarbij aan de personen die in de loop van een jaar een in artikel 1 bedoeld ambt of mandaat hebben uitgeoefend, de verplichting wordt opgelegd om voor 1 april van het daaropvolgende jaar een "verklaring van fiscale regelmatigheid" in te dienen. Daarin "bevestigen" zij dat zij zich in de loop van het desbetreffende jaar en in de loop van elk van beide daaraan voorafgaande jaren "hebben gekwetend van de verplichting om aan de administratie van de directe belastingen een aangifte in de personenbelasting te doen", of dat ze daarvan wettelijk vrijgesteld waren.

Zij geven daarin voorts aan dat zij in de loop van die jaren geen definitieve administratieve sancties als bedoeld in de artikelen 444 en 445 van het WIB 92 hebben opgelopen.

2.2. Krachtens artikel 444 van het WIB worden bij niet-aangifte (waarmee een niet-tijdige aangifte gelijkgesteld moet worden) of in geval van onvolledige of onjuiste aangifte, de op het niet aangegeven inkomstengedeelte verschuldigde belastingen vermeerderd met een belastingverhoging die wordt bepaald naar gelang van de aard en de ernst van de overtreding, volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld en gaande van 10 pct. tot 200 pct. Bij ontstentenis van kwade trouw kan worden afgezien van het minimum van 10 pct. belastingverhoging.

Gelet op de complexiteit van de belastingaangifte en op het feit dat bij die aangifte soms feitelijke kwesties moeten worden beoordeeld¹, kunnen belastingplichtigen

⁽¹⁾ Bijvoorbeeld : is het kind zo behoeftig dat er grond bestaat voor de betaling van het onderhoudsgeld dat de belastingplichtige van zijn belastbare inkomsten meent te kunnen aftrekken ?

die te goeder trouw zijn toch aangiften doen waarin de administratie rectificaties dient aan te brengen, terwijl het niet altijd mogelijk is om van de administratie te verkrijgen dat ze van de belastingverhoging van 10 pct afziet.

Bovendien zal de overheidspersoon die een administratieve sanctie opgelopen heeft, ongeacht het bedrag ervan en om welke reden ze ook is opgelegd, geen verklaring van fiscale regelmatigheid kunnen indienen, zodat zijn naam in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zal worden.

In het licht van het evenredigheidsbeginsel rijst de vraag of het niet beter zou zijn als in de verklaring van fiscale regelmatigheid alleen melding moet worden gemaakt van de gevallen waarbij niet-aangifte of een onjuiste aangifte met toepassing van artikel 444 hebben geleid tot een vermeerdering van ten minste 10 % en of het wel nodig is te verwijzen naar artikel 445, welk artikel voorziet in vaste geldboetes voor kleine overtredingen zoals een niet-tijdige aangifte.

2.3. Wat de vorm betreft, geeft de redactie van de tekst aanleiding tot de volgende opmerkingen :

- De uitdrukking "het eerstgenoemde jaar" is niet echt geslaagd. Het is beter te schrijven :

"Iedere persoon die in de loop van het voorgaande jaar een ambt of mandaat bedoeld in artikel 1 heeft uitgeoefend, is ertoe gehouden voor 1 april een verklaring van fiscale regelmatigheid in te dienen".

- Vervolgens dient te worden bepaald waarop die verklaring betrekking heeft : de betrokkene verklaart (en niet "bevestigt") dat hij zich in de loop van dat jaar en in de loop van elk van beide daaraan voorafgaande jaren heeft gekweten van zijn verplichting om aan de administratie van de directe belastingen een aangifte in de personenbelasting te doen, dan wel dat hij daarvan wettelijk vrijgesteld was en dat hij in de loop van diezelfde jaren geen definitieve belastingvermeerdering van meer dan 10 % heeft opgelopen met toepassing van artikel 444 van het WIB 92 (in de veronderstelling dat de hierboven in overweging gegeven beperking aanvaard

wordt). Daarop zou de definitie volgen van het ogenblik waarop de vermeerdering definitief wordt geacht.

- Er behoort te worden bepaald dat het om een schriftelijke en ondertekende verklaring moet gaan. De eis dat ze op erewoord juist en oprecht moet worden verklaard, voegt daaraan niets toe.

3. Bij artikel 4 van het wetsvoorstel tot wijziging van de voormelde gewone wet van 2 mei 1995 ² wordt de werkingssfeer van de bedrijfsvoorheffing verruimd.

Bij de huidige stand van de wetgeving is de bedrijfsvoorheffing, onder voorbehoud van het bijzondere geval waarvan sprake is in artikel 270, 5/, van het WIB, in de regel alleen verschuldigd op de bezoldigingen van werknemers en bedrijfsleiders en op de pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen.

Er is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de winst van nijverheidsondernemingen waarvan sprake is in artikel 24, noch op de baten van de andere zelfstandige winstgevende bezigheden waarvan sprake is in artikel 27.

Als zulke baten worden beschouwd : "de vergoedingen van de leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de Senaat, de gemeenschaps- en gewestparlementen en het Europees Parlement, alsmede de vergoedingen voor de uitoefening van bijzondere functies in die vergaderingen (...); de vergoedingen van de leden van de provincieraden" (artikel 27, 5/ en 6/).

Bij de huidige stand van de wetgeving zijn de overige personen bedoeld in artikel 1 van de gewone wet van 2 mei 1995 reeds onderworpen aan de inhouding van de bedrijfsvoorheffing op hun bezoldigingen.

De tekst van het ontworpen onderdeel 7/ van artikel 270 van het WIB dient bijgevolg te worden beperkt tot de baten waarop bij de huidige stand van de wetgeving geen bedrijfsvoorheffing wordt ingehouden.

⁽²⁾ Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-308/1.

Er bestaat geen grond om de toepassing van de bedrijfsvoorheffing te verruimen tot de vergoedingen van de leden van het Europees Parlement, aangezien zij niet onderworpen zijn aan de personenbelasting maar aan een Europese belasting.

4. Artikel 6 van hetzelfde wetsvoorstel strekt ertoe in artikel 272 van het WIB het volgende lid in te voegen :

"Niettegenstaande enige andersluidende overeenkomst moeten de in artikel 270, 7/, vermelde belastingplichtigen de desbetreffende voorheffing inhouden op de belastbare inkomsten".

Deze bepaling vloeit blijkbaar voort uit een verwarring tussen de verplichting die rust op degene die de bedrijfsvoorheffing verschuldigd is om die aan de Staat te betalen en de verplichting om op de belastbare inkomsten de voorheffing in te houden. Inzake de bezoldiging van werknemers is het perfect mogelijk dat de werkgever met de werknemer een overeenkomst sluit betreffende een bezoldiging vrij van voorheffing en dat hij de bedrijfsvoorheffing te zijnen laste neemt. Die handelwijze verandert niets aan de grondslag waarop de bedrijfsvoorheffing wordt berekend.

Er bestaat geen grond om een andere regeling in te stellen voor de baten waartoe het wetsvoorstel de werkingssfeer van de bedrijfsvoorheffing wil verruimen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Messieurs

J. KIRKPATRICK,
H. BOSLY,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. X. DELGRANGE, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. VANDERNOOT.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. VANDERNOOT.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS